

Européennes : Les Français peuvent-ils compter sur Orbán pour empêcher Macron de tuer la France ?

écrit par Christine Tasin | 14 février 2018



Même au niveau du Parlement européen, Macron grignote peu à peu la représentation des Français. Et ce n'est pas anodin, quoi qu'on pense des élections européennes.

Il n'y a pas de hasard, Macron s'attaque à la fois à la représentation régionale et aux listes nationales pour mieux tuer notre pays, le faire disparaître.

L'Assemblée nationale vient de voter une circonscription unique pour les prochaines européennes... Une belle façon de voir disparaître nombre de députés souverainistes, la contestation des Français vivant l'enfer dans les zones à forte immigration sera noyée dans la masse des Français qui n'y voient que du feu, encore à l'abri dans leurs montagnes, nonobstant l'arrivée des migrants :

<http://www.europe1.fr/politique/europeennes-lassemblee-valide-le-retour-a-une-circonscription-unique-vive-opposition-de>

[lr-3573923](#)

Quant aux listes transnationales... Macron a été choisi par les instances internationales, aussi pour cela.

Comme nous le signalions dans l'article de Lucide sur le sujet, ce n'est pas un hasard si Macron s'attaque aux listes nationales. Il a deux bonnes raisons pour cela, transformer, de gré ou de force, le citoyen français en citoyen européen, et éviter que les élections européennes ne soient un enjeu en politique intérieure montrant la montée du patriotisme, du souverainiste, du populisme.

Il s'agit là, tout simplement, de faire disparaître la France en tant qu'entité, afin que n'existe plus que l'Europe. Citoyen d'Europe et non de France, fini le souci de « sa » nation, d'où des députés interchangeable... D'ailleurs, le Traité de Lisbonne ne prévoit pas que les députés européens représentent leur pays, ils ne servent à rien ou presque, de toutes manières, sauf à nous coûter la peau des fesses. Sauf à être un test de politique nationale. On se souviendra de la panique à bord pour les élections de 2014, devant la montée du FN :

<http://resistancerepublicaine.com/2014/06/02/les-elections-europeennes-du-25-mai-2014-precipitent-une-crise-politique-de-grande-ampleur-par-jean-theron/>

<http://resistancerepublicaine.com/2014/06/02/les-25-du-fnr-bm-ne-sont-pas-un-seisme-mais-une-revolution-par-jeanlg75/>

Sauf à être suffisamment nombreux pour être le grain de sable dans les rouages :

<http://resistancerepublicaine.com/2014/05/15/europeennes-abstention-et-vote-blanc-piege-a-cons/>

Et c'est pour ça que Macron veut des listes transnationales... Pour mieux faire disparaître l'opposition patriote.

La presse parle d'un revers pour Macron, le Parlement européen venant de dire non à sa proposition, – sauf les Verts, naturellement hostiles à la vieille France moisie – jugée saugrenue, pensant, à raison, que cela accroîtrait l'abstention... Ce que souhaite sans le dire Macron, évidemment. Moins les Français voteront, moins les Français choisiront, plus les élites mondialisées auront les coudées franches.

<https://www.la-croix.com/Monde/Europe/Elections-europeennes-loption-listes-transnationales-seloigne-2018-02-12-1200913180>

Macron s'en bat l'oeil... et le pire est qu'il a raison. Le Parlement donne un avis mais ne décide rien.

Ceux qui décident sont... les dirigeants des différents pays. Et Macron se sent suffisamment sûr de lui pour espérer convaincre.

Il convaincra, c'est certain. Et s'il ne convainc pas, il gagnera quand même... Il a la Commission européenne avec lui, qui le presse sans doute de commencer son tour d'Europe pour convaincre...

De fait, ce n'est pas au Parlement européen qu'il revient de trancher dans cette affaire. Son avis n'est que consultatif. Pour adopter une telle mesure, il faut remanier le code électoral de l'UE. Une prérogative qui revient aux États membres.

Emmanuel Macron, pour arriver à ses fins, devra quoi qu'il en soit emporter l'unanimité des voix, au Conseil européen. Après quoi les parlements nationaux devraient tous voter la mesure avant mai 2019. La diplomatie française a déjà entamé des discussions, en commençant par les petits pays, dont le poids démographique est moindre. Mais le débat à Strasbourg montre à quel point la bataille est loin d'être gagnée.

Le Conseil européen ? Contrairement à ce qu'il est dit dans

l'extrait de La Croix ci-dessous, il ne nécessite pas l'unanimité mais un certain consensus...

Les décisions sont prises par consensus à l'issue de négociations entre les États membres, commencées bien avant le sommet. À l'issue de chaque réunion, la présidence publie les conclusions du sommet européen.

Les décisions du Conseil européen n'ont pas de valeur juridique. Pour qu'elles soient approuvées, il faut qu'elles fassent l'objet d'une proposition de la [Commission européenne](#) et d'un vote du [Parlement européen](#) et du [Conseil de l'Union européenne](#).

Il faut consensus et non unanimité... autant dire qu'il suffit de convaincre les autres de ne pas s'opposer formellement, même s'ils n'adhèrent pas, pour qu'une décision soit entérinée.

Qu'est-ce qui nous reste comme espoir ? Une opposition ferme et déterminée du groupe [de Visegrad](#), avec Orban, Fico, Morawiecki et Babiš ?

A moins que Juncker-Macron et Merkel ne négocient un avenant aux quotas de migrants contre le laisser-faire sur les listes transnationales ?